

Garde la santé :
défends ta sécu !

ETATS GENERAUX RENNAIS DE LA SANTE ET DE L'ASSURANCE MALADIE

Bulletin n°2 – mai 2007

LES RESPONSABLES DE LA DEGRADATION DE NOTRE SYSTEME DE SANTE

La santé est un domaine d'une telle importance financière que ce n'est pas par hasard que s'y affrontent deux modèles de gestion, l'un capitaliste et individualiste, l'autre social et solidaire, actuellement attaqué par les investisseurs.

Les financiers veulent l'argent de la Sécu !

Le budget de la sécurité sociale est supérieur au budget de l'Etat. En 2007, le premier représentera 402 milliards et le second 267 milliards.

Où va cet argent ?

Il est déposé à la caisse des dépôts et consignation qui est un organisme public.

Autrement dit, il n'est pas entre les mains des banques privées.

L'argent rentre de façon continue par le versement régulier des cotisations et sort tout autant régulièrement par le versement des prestations. Le décalage entrées-sorties permet de financer le logement social.

Cette organisation a été conçue, à la libération, dans la seule logique publique puisqu'il s'agissait du bien être commun (santé ou logement).

Et tout cela était fort bien ainsi.

Mais les libéraux n'ont jamais accepté l'idée même de sécurité sociale.

La mutualisation des moyens et l'entraide ne sont pas dans leurs façons de voir. Ils n'admettent pas que des sommes supérieures au budget de l'Etat leur échappent. Et c'est l'une des raisons des déremboursements. En effet lorsque la Sécurité Sociale ne prend plus en charge un médicament ou un soin, ce sont souvent les mutuelles qui



○ Les financiers veulent l'argent de la Sécu !

○ Les actionnaires créent les déficits : la preuve

○ Les exigences du MEDEF

Adresse provisoire :
EGSAM : local ATTAC
Rennes - Maison de quartier
de Maurepas - 32, rue de la
Marbaudais - Rennes
www.local.attac.org/35

prennent la relève. Mais les mutuelles, et aujourd'hui les assurances privées, placent leur argent dans les banques et à la bourse. Les fonds ainsi placés en bourse ne servent pas les besoins sociaux de la population ! Dès lors, petit à petit, le capitalisme reprend la place qu'il avait avant la guerre et se défait d'un système profitable aux hommes, aussi bien dans le domaine de la santé que dans celui du logement.

Suite aux exonérations récurrentes accordées aux entreprises, ainsi qu'au non reversement des taxes spéciales (alcools, tabac), les caisses sociales (maladie, vieillesse, chômage et allocations familiales), ont été volontairement mises en "déficit". Ceci conduira à la disparition d'une société solidaire.

Les actionnaires créent les déficits : la preuve

Données du rapport de l'IGF, IGAS, et IGA au premier ministre, Fév. 2007

Aides publiques aux entreprises en 2005:

65 milliards €, dont :

- 57 milliards (90 % par l'Etat),
- 6 milliards (9,2% par les collectivités locales).

La masse de ces aides publiques est accaparée par les entreprises privées (91%) essentiellement les plus grandes. Ce ne sont donc pas les entreprises publiques qui bénéficient de ces aides d'Etat.

Seulement 10 % des entreprises qui se créent perçoivent des aides.

Par comparaison :

. **Coût du chômage** 167 milliards d'€ (1998)

. **Budget de l'Education Nationale** : 58,4 milliards d'€ (hors enseignement supérieur et recherche)

. **Budget de la défense** : 37 milliards d'€

. **Déficit budgétaire public** : 41 milliards d'€

. **Impôt sur bénéfice des sociétés (I.S)** : 42 milliards d'€

. **Déficit Sécu.** : seulement 14 milliards €, soit l'équivalent de 45 € pour un salaire de 1300€ !

Il existe au moins **42 dispositifs d'allègements** spécifiques de charges sociales. Parmi celles-ci, les **réductions de cotisations patronales** représentent entre 17 et 19 milliards d'€, pour l'essentiel sous la forme d'allègements des bas salaires (8 milliards) et de la compensation RTT (11 milliards)

Quelques calculs simples

- ◆ 57 milliards d'aides publiques accordées par l'Etat = 949 € par habitant et par an, soit presque un 13^{ème} mois de SMIC !
- ◆ Différence entre l'impôt sur société perçu par l'Etat (42 milliards d'€) et les subventions de l'Etat (65 milliards d'€) = différence négative de 23 milliards d'€ pour l'Etat payés par les contribuables (plus de 85 % d'entre eux sont des salariés).
- ◆ Les 65 milliards € d'aide = ... 1 679 000 emplois !! (sur la base d'un salaire mensuel moyen de 2190 € brut + 986,6 € de cotisation patronale)

Certes, le MEDEF prétend que les allègements ont permis de sauvegarder 250 000 à 300 000 emplois. Admettons. Il resterait néanmoins 1,3 millions à créer !

◆ Déficit de l'Etat (41 milliards) + déficit Sécu (14 milliards) = 55 milliards € à comparer avec les 57 milliards d'aides publiques accordées par l'Etat : **C'est donc bien le pompage de l'argent public par les actionnaires, via leurs entreprises, qui crée les déficits publics!!!**

Les exigences du MEDEF

"Besoin d'air", Medef, sous la direction de L. Parisot, Seuil, Fév. 2007

Florilège des exigences

Nos commentaires

<p>- Les chefs d'entreprises : au centre du monde : <i>"Nous, chefs d'entreprise, nous aimons la France » ...« Les chefs d'entreprises ont pour habitude d'assumer pleinement leurs responsabilités."</i></p> <p>... qui croulent sous les "prélèvements obligatoires" insupportables : <i>"Comment espérer que les entreprises françaises créent plus d'emplois et paient de nouveaux salaires avec une telle charge sur les épaules ?". "Il faut inverser la tendance. Et vite "</i> <i>"(...) notre coût du travail est désormais le plus élevé d'Europe et que nous sommes le pays qui a le taux de prélèvements fiscaux et sociaux sur les entreprises le plus fort ... du monde !".</i></p> <p><i>" (...) réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour se rapprocher de la moyenne européenne. (...) on pourrait aller jusqu'à créer un bouclier fiscal entreprise en limitant le poids total de l'impôt qui pèse sur l'entreprise à un pourcentage déterminé de la valeur ajoutée. "</i></p> <p><i>"Quant à la suppression pure et simple de l'ISF, elle serait radicalement dynamisante ... "</i></p>	<p>Aiment tant la France, qu'ils ont vendu des secteurs entiers à des capitaux étrangers (plus de métallurgie, de chimie, de gros appareils médicaux, de textile, le bâtiment, etc, etc, etc.....).</p> <p>La " charge " sur bas salaires est quasi nulle, prise en charge par l'Etat, c'est à dire pour l'essentiel par les salariés.</p> <p>Faux. Rien que dans l'UE, la Finlande, la Belgique, le Danemark et la Suède ont des taux plus importants / PIB respectifs En France, ce taux stagne depuis près de 10 ans (alors qu'il remonte rapidement en GB, Italie, Autriche, etc).</p> <p>Malgré des prélèvements obligatoires "insupportables ": 97,81 milliards € de profit 2006 pour les entreprises du CAC40, un record, soit + 20 % / 2005 !</p> <p>Risible. Stiglitz (prix Nobel d'économie) en a fait une critique cinglante.</p>
--	---

... qui veulent minimiser la protection sociale

a-Réformer la protection sociale :

" Ajouter à nos systèmes de retraite par répartition un système développé de retraites par capitalisation serait la meilleure façon de nous garantir un mode de vie confortable (...)"

Revendiquer l'équité : " les assurés des régimes spéciaux du secteur public bénéficient encore de règles dérogatoires (...) nous souhaitons que leur statut soit amendé. " " (...) la générosité de ces régimes s'exerce aux dépens du contribuable puisqu'une partie est prise en charge par les subventions publiques. "

b-"Pérenniser l'assurance maladie"

" ...déterminer ce qui, dans les dépenses de santé, doit relever d'une logique de solidarité collective ou d'une logique d'assurance individuelle. "

Solutions : " dans un premier temps, nous recommandons la fusion des cotisations patronales et des cotisations salariales (...). La logique voudrait donc que l'entreprise cesse d'assurer le risque maladie (...) et que la solidarité nationale prenne le relais par l'impôt. " "Les dépenses ne relevant pas de la solidarité nationale seront financées par des assurances complémentaires souscrites directement par les assurés. Pour ne pas engendrer de phénomènes de renoncement aux soins, cette couverture complémentaire sera obligatoire (...).

Dans tous les pays où s'est développé le système par capitalisation, l'épargne mise de côté par les salariés pour préparer leur retraite par l'intermédiaire des fonds de pension s'est dégradé sensiblement en termes de pouvoir d'achat, pire s'est évaporée suite à la fermeture de leur entreprise ou aux crises boursières successives (exemple ERON...). La réalité est que les financiers veulent récupérer cette épargne.

Le culot du MEDEF quant aux régimes spéciaux : qui sont les contribuables ? pas les actionnaires membres du MEDEF : plus de 85 % du budget de l'Etat est financé par les salariés. Les entreprises ont payé, en 2006, 42 milliards d'impôt sur société, et ont reçu de l'Etat ... 65 milliards, soit plus que le budget de l'Education Nationale, deux fois plus que le budget de la défense, plus que le déficit de l'Etat !!

Revenir ainsi au XIXème siècle : le charitable pris en charge par l'Etat, l'assurance individuelle pour les riches.

Bizarrement, il faut accroître l'impôt...essentiellement pour les salariés qui sont à l'origine du budget de l'Etat (à hauteur de 85%).

Assurances complémentaires (hors mutuelles) : détenues par les champions du Medef ! Faut recycler l'argent des salariés, et qui plus est de manière obligatoire !

Bulletin n°3 : Comment s'y prennent-ils pour démanteler notre système de santé ?.

Bulletin n°4 : Géostratégie et démantèlement des protections sociales en Europe : pourquoi ?

Bulletin n°5 : Propositions d'alternatives